



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Vingt-neuvième session

Abidjan (Côte d'Ivoire), 4-8 avril 2016

Résultats et priorités de la FAO dans la région Afrique

Résumé

- Conformément au soutien exprimé lors de sa vingt-huitième session, en 2014-2015 la FAO a axé ses travaux sur trois initiatives régionales visant à obtenir des résultats au niveau des pays: i) le Défi Faim zéro en Afrique à l'horizon 2025; ii) la Gestion intégrée des paysages agricoles en Afrique; et iii) Renforcer la résilience dans les zones arides d'Afrique. Des résultats positifs allant dans le sens des objectifs stratégiques de la FAO ont été observés au niveau de la région, avec suffisamment de souplesse pour que l'on puisse répondre aux priorités et aux besoins des pays apparus récemment.
- L'expérience acquise grâce aux initiatives régionales a mis en lumière le rôle majeur des dimensions politiques, institutionnelles et de gouvernance dans la réussite de la mise en œuvre des programmes et a fait ressortir la nécessité de disposer de données et de statistiques de meilleure qualité, et l'importance qu'il y avait à aborder des questions transversales comme la parité hommes-femmes, le changement climatique, la nutrition et la résilience.
- Le Plan à moyen terme (PMT) de la FAO pour 2014-2017 a été examiné en 2014 à la lumière des tendances et des faits nouveaux et de leurs incidences sur les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition. L'examen portait également sur les orientations politiques du deuxième exercice biennal de la période de planification (2016-2017), et le nouveau cadre de suivi axé sur les résultats de la FAO pour mesurer et communiquer les résultats, qui a été approuvé par la Conférence de la FAO (juin 2015) dans le Programme de travail et budget 2016-2017.
- En 2015, les organes directeurs de la FAO ont régulièrement réitéré leur vif attachement à la continuité dans la direction stratégique de l'Organisation, pour que le potentiel du Cadre stratégique se réalise intégralement. L'une des principales priorités de l'exercice biennal 2016-2017 sera d'aider les pays à atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mp578

L'amélioration de la nutrition, le renforcement de la sécurité alimentaire, l'attention accordée aux questions de parité et l'adaptation au changement climatique revêtiront une importance particulière. Les trois initiatives régionales vont focaliser les interventions au niveau des pays, conformément aux Cadres de programmation par pays.

Questions à porter à l'attention de la Conférence régionale

- Reconnaître le travail accompli et les résultats obtenus par la FAO en 2014-2015 dans le cadre des trois initiatives régionales et des autres principaux domaines d'activité concernant les principales priorités identifiées par la Conférence régionale à sa vingt-huitième session.
- Donner des indications sur les domaines d'action prioritaires de la FAO en 2016-2017 et 2018-2021 en fonction des tendances et des difficultés observées dans la région, des enseignements tirés des initiatives régionales en 2014-2015 et prendre note de l'alignement des objectifs stratégiques et du Cadre de résultats de la FAO sur les objectifs de développement durable inscrits au Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- Aider la FAO à mobiliser des ressources auprès des partenaires de développement.
- Encourager les pays à revenu intermédiaire à recourir au fonds fiduciaire unilatéral pour l'innovation et l'intensification.

I. Introduction

1. Comme le prévoit le système de programmation, budgétisation et suivi axé sur les résultats mis en place par la Conférence de la FAO en 2009, le Plan à moyen terme (PMT) 2014-2017 a été examiné en 2014 à la lumière des tendances et des faits nouveaux intervenus dans l'environnement extérieur et des avis fournis par les conférences régionales¹, les comités techniques², le Comité du Programme et le Comité financier, ainsi que le Conseil³.

2. Le PMT 2014-2017 (révisé) a été approuvé par la Conférence de la FAO en juin 2015. La révision du PMT, réalisée à la fin de la première année du cycle quadriennal, a couvert les tendances récentes et les faits nouveaux et leurs incidences sur les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment: le programme de développement pour l'après-2015, le changement climatique, la prévention et la lutte contre les ravageurs et les maladies transfrontalières des animaux et des plantes, la nutrition, l'urbanisation et les migrations. La révision concernait également les orientations politiques relatives à l'exercice biennal 2016-2017, et a mis à jour le cadre de suivi axé sur les résultats de la FAO pour mesurer et communiquer les résultats.

3. Le cadre de résultats guide la planification et le suivi des activités de l'Organisation. Au cœur même de ce cadre figurent les indicateurs qui permettent de mesurer les progrès accomplis à chaque niveau de la chaîne de résultats: produits, résultantes et objectifs stratégiques. Ces éléments servent de base pour évaluer la mesure dans laquelle les actions de la FAO permettent d'apporter des changements aux niveaux national, régional et mondial, et pour en rendre compte.

¹ Comme indiqué dans les documents C 2015/14, C 2015/15, C 2015/16, C 2015/17, C 2015/18, C 2015/LIM/1.

² Comme indiqué dans les documents C 2015/21 COAG, C 2015/22 CCP, C 2015/23 COFI, C 2015/24 COFO.

³ PC 117/5 – FC 157/7 et CL 150/REP paragraphe 43c).

4. En 2015, les organes directeurs de la FAO ont régulièrement réitéré leur vif attachement à la continuité de la direction stratégique de l'Organisation, pour que le potentiel du Cadre stratégique se réalise intégralement. Ainsi, le cadre de résultats global pour 2014-2017 reste en vigueur (voir la figure 1), avec trois ajustements stratégiques majeurs: le titre de l'objectif stratégique 4 a été raccourci, devenant «Euvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces»; la nutrition et le changement climatique ont été désignés en tant que thèmes transversaux au titre de l'objectif 6; enfin, des mesures ont été introduites en vue de renforcer l'exécution et les résultats des programmes, en particulier à l'échelle des pays⁴.

5. Les organes directeurs de la FAO ont souligné qu'il était important de définir les domaines à mettre en avant ou en retrait, en tenant compte des priorités émanant des conférences régionales et des comités techniques⁵, ainsi que des réalisations et des enseignements tirés des initiatives régionales mises en œuvre en 2014-2015, et des Cadres de programmation par pays (CPP) de la FAO qui reflètent les priorités des pays. Les domaines d'action prioritaires de la FAO dans la région Afrique pour l'exercice biennal 2016-2017 ont été déterminés en fonction de ces faits nouveaux.

6. En outre, deux éléments marquants à l'échelle mondiale survenus en 2015 vont servir de cadre aux activités de la FAO à l'avenir: i) les 17 objectifs de développement durable (ODD) pour un Programme universel de développement durable à l'horizon 2030, et ii) l'Accord de Paris adopté à l'issue de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les changements climatiques, qui vise à renforcer la réponse mondiale face à la menace que représente le changement climatique, dans un contexte de développement durable et d'efforts visant à éliminer la pauvreté. À sa cent cinquante-troisième session, en décembre 2015, le Conseil de la FAO s'est réjoui de l'alignement du Cadre stratégique de la FAO sur les objectifs de développement durable (ODD) et a noté qu'il serait possible de renforcer encore la cohérence lors de l'élaboration du Plan à moyen terme 2018-2021.

7. L'examen quadriennal du Cadre stratégique de la FAO et la préparation d'un nouveau PMT 2018-2021 auront lieu en 2016, dans le cadre des conférences régionales et des comités techniques, et devront être approuvés par le Conseil et la Conférence au cours du premier semestre de 2017. Dans un contexte de continuité de l'orientation stratégique générale, et en tenant compte des résultats dans la région et des faits nouveaux survenus dans le monde, ce processus offre la possibilité de mieux cibler les activités de la FAO en vue d'obtenir davantage de résultats concrets, en particulier au niveau des pays.

8. Le document s'articule en trois parties:

- La deuxième partie donne un aperçu de la façon dont les priorités issues de la précédente Conférence régionale ont été abordées au cours de l'exercice 2014-2015, et appelle l'attention des Membres sur les réalisations et résultats principaux.
- La troisième partie définit les activités prioritaires de la FAO dans la région en 2016-2017, et fait une place particulière aux initiatives régionales et aux priorités des pays.
- La quatrième partie met en lumière les résultats d'un examen stratégique régional, dans lequel sont étudiées l'expression régionale des tendances mondiales et les tendances régionales significatives qui auront une incidence sur l'évolution des activités de la FAO dans la région, et qu'il faudra prendre en considération lors de l'élaboration du PMT 2018-2021.

⁴ C 2015/3 et CL 153/3 à l'adresse www.fao.org/pwb.

⁵ CL 150/LIM/6.

II. Réalisations et enseignements tirés en 2014-2015

9. La Conférence régionale, à sa vingt-huitième session, a reconnu la pertinence des priorités régionales actuelles pour les travaux de la FAO dans la région: i) Productivité accrue et accès effectif aux marchés dans les systèmes agro-alimentaires; ii) Réduction de la vulnérabilité face aux menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition; et iii) Amélioration de la gestion et de la gouvernance pour une utilisation durable des ressources naturelles. Elle a noté que ces priorités étaient étroitement alignées sur les objectifs stratégiques de la FAO et qu'elles appuyaient les efforts déployés par l'Union africaine pour en finir avec la faim d'ici à 2025.

10. En réponse aux priorités régionales de l'Afrique, la Conférence régionale a apporté son soutien à trois initiatives régionales en tant que mécanismes d'exécution axés sur les résultats afin de mieux cibler le travail de la FAO sur les incidences au niveau des pays et sur la mobilisation de ressources: Défi Faim zéro à l'horizon 2025 en Afrique; gestion intégrée des paysages agricoles en Afrique; et Renforcer la résilience dans les zones arides d'Afrique.

11. Les grandes réalisations de la FAO dans la région en 2014-2015 sont présentées ci-après. Les réalisations régionales contribuant aux résultats de l'Organisation sont présentées dans une annexe web. Des précisions sont fournies dans le document ARC/16/INF/8 — Rapport sur les recommandations formulées à la vingt-huitième session de la Conférence régionale pour l'Afrique.

A. Défi Faim zéro à l'horizon 2025 en Afrique

12. La FAO a participé à la formulation et à l'adoption par l'Union africaine de la Déclaration de Malabo de 2014 sur la transformation de l'agriculture, et plus tard à sa stratégie de mise en œuvre et à sa feuille de route. Grâce à ce partenariat avec l'Union africaine et le NEPAD, des indicateurs clés de la nutrition et de la sécurité alimentaire ont été intégrés dans le cadre de résultats du PDDAA et dans le cadre de suivi et d'évaluation afin de renforcer le cadre de responsabilité mutuelle. La FAO a joué un rôle central dans la conception et la mise en œuvre de l'Initiative Faim zéro de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

13. Les travaux de la FAO ont contribué aux efforts consentis par les pays africains pour honorer leur engagement en matière d'élimination de la faim. Au cours de l'exercice biennal 2014-2015, la FAO a rendu hommage aux pays suivants pour avoir atteint le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD), soit réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim ou la porter en dessous du seuil de 5 pour cent à l'horizon 2015: Angola, Éthiopie, Gabon, Gambie, Mali, Maurice, Mauritanie et Mozambique. Elle a également rendu hommage à l'Angola, au Cameroun et au Gabon pour avoir atteint l'objectif plus exigeant du Sommet mondial de l'alimentation de 1996.

14. La FAO a largement contribué à l'élaboration des processus de formulation des politiques, notamment aux processus des pays du PDDAA pour la formulation des plans régionaux et nationaux d'investissement dans l'agriculture, y compris pour traiter les questions de sécurité alimentaire et de nutrition. La FAO a participé à l'élaboration de 95 projets d'investissement en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans 40 pays d'Afrique, principalement financés par la Banque mondiale et le FIDA.

15. La FAO a contribué à améliorer l'accès aux données et aux informations en renforçant les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition en vue d'éclairer l'élaboration des politiques. La première publication de l'État de l'insécurité alimentaire en Afrique a eu lieu en 2015, l'accent étant mis sur les perspectives en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sur le continent. Une plateforme d'information sur le partage des connaissances est mise en place avec l'aide du NEPAD dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA), et devra être étendue à d'autres sous-régions. Des évaluations de l'agriculture tenant compte de la nutrition et de la protection sociale liée à l'agriculture ont été réalisées dans la région de la CEDEAO, afin d'élaborer des stratégies visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'éclairer

l'ECOWAP+10. Un protocole d'accord a été signé avec l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) afin de mettre en place CountrySTAT, un système d'information régional sur l'alimentation et l'agriculture, et de mener des recensements de l'agriculture dans les pays membres.

16. Dans le cadre de la Stratégie de la FAO en matière de coopération Sud-Sud, le portefeuille de projets pour l'emploi des jeunes s'est considérablement étoffé, principalement grâce au Fonds fiduciaire africain de solidarité au Mali, au Niger, en Éthiopie et au Malawi. Ce Fonds, doté d'un budget de 40 millions d'USD, constitue un don de la Guinée équatoriale et de l'Angola. De récents accords de coopération Sud-Sud ont approuvé la participation de la Chine, du Brésil, du Maroc, de la Corée du Sud, du Japon et du Venezuela à des activités en faveur de l'emploi des jeunes.

17. En ce qui concerne l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes, la FAO a participé au renforcement des capacités en lien avec les possibilités qui s'offrent aux femmes et aux jeunes dans une croissance agricole ouverte et à la réalisation du défi Faim zéro. Quelque 200 fonctionnaires gouvernementaux et agents de la FAO ont reçu une formation dans des domaines comme l'intégration financière des femmes et des jeunes dans le secteur agroalimentaire et la résilience des systèmes. La FAO a également réalisé des évaluations sexospécifiques à l'échelle nationale dans 12 pays de la région afin d'identifier les disparités entre les sexes dans les politiques et les programmes ayant trait au développement rural et agricole, à la sécurité alimentaire et à la nutrition, en vue d'étayer les Plans d'investissement agricole et mécanismes de financement nationaux de nouvelle génération. Des stratégies types portant sur des systèmes de chaînes de valeur pour l'aquaculture et le manioc sont appliquées à titre expérimental dans six pays d'Afrique de l'Ouest⁶.

18. Un renforcement des capacités a été opéré pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, des investissements et des programmes fondés sur des données factuelles concernant la sécurité alimentaire et la nutrition (intensification des programmes tenant compte de la nutrition au Niger et en Éthiopie, et des actions en faveur de la protection sociale en Angola, en Éthiopie et au Malawi, par exemple).

19. Des résultats significatifs ont été obtenus en matière de progrès des partenariats et de la gouvernance multisectoriels en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau des pays par l'intermédiaire de Scaling-Up Nutrition (SUN) et des processus du PDDAA.

20. Les activités de communication et de plaidoyer à tous les niveaux ont été améliorées dans le cadre des efforts consentis par les pays pour éliminer la faim. La sensibilisation à la législation sur le droit à l'alimentation et à la gouvernance des régimes fonciers a été renforcée et les responsables politiques ont été incités à utiliser les outils de la FAO relatifs aux instruments législatifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

21. Pour faciliter l'accès aux marchés et améliorer les systèmes agroalimentaires:

- La FAO a appuyé les efforts des pays en matière de développement du secteur agroalimentaire et des marchés, de réduction des pertes et gaspillages alimentaires, de promotion du commerce et des crédits d'investissement novateurs, et d'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments à divers niveaux.
- La FAO a collaboré avec la CAE: à l'élaboration d'un Cadre stratégique d'investissement pour le secteur agroalimentaire et les agro-industries qui a conduit à l'adoption du Programme est-africain de développement des agro-industries et des agroentreprises; et au renforcement de l'efficacité des chaînes de valeur par la commercialisation des produits de l'agriculture, qui a permis le développement de l'agro-industrie à petite et moyenne échelle, en stimulant les transactions et les revenus des organisations d'agriculteurs et des PME.

⁶ Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée-Bissau, Nigéria et Sénégal.

- Grâce à l'appui technique de la FAO, les unités chargées de l'investissement agricole dans les ministères de l'agriculture des pays membres de la CAE ont mis en place une stratégie coordonnée de promotion du secteur agroalimentaire et un plan d'activité associé en vue de stimuler l'investissement dans certaines chaînes de valeur agro-industrielles.
- En collaboration avec la CEDEAO, la FAO a, entre autres, publié des rapports sur la situation actuelle des chaînes de valorisation de l'élevage et a élaboré des instruments de politique et identifié les principaux domaines de travail pour les développer, a produit des directives et des instruments destinés à faciliter la transhumance transfrontalière, et a conçu et diffusé un protocole de diagnostic de la rage et un outil de cartographie des laboratoires.
- Grâce à l'appui technique de la FAO, de nombreuses coopératives ont élaboré des plans d'activité en vue d'étendre leur production et de proposer des produits en qualité et quantité prédéterminées aux acheteurs du secteur agroalimentaire.
- La FAO a œuvré à mieux faire connaître et comprendre les principales questions liées au commerce, et à renforcer la coordination entre les ministres de l'agriculture et du commerce en matière d'articulation des politiques commerciales dans le cadre de la formulation des CPP au Zimbabwe, en Zambie et au Swaziland.
- Elle a contribué à améliorer les capacités d'évaluation des pertes alimentaires en formant des centaines de fonctionnaires et d'autres parties prenantes dans 15 pays africains à la Méthodologie de la FAO en matière de pertes alimentaires. Des évaluations de l'ampleur et des causes des pertes dans certaines chaînes d'approvisionnement alimentaire ont été menées dans ces mêmes pays. L'intégration des stratégies de réduction des pertes après capture dans le secteur de la pêche a été encouragée par la FAO dans les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est.

B. Gestion intégrée des paysages agricoles en Afrique

22. L'initiative régionale Gestion intégrée des paysages agricoles en Afrique a permis de cibler les interventions de la FAO sur l'augmentation de la productivité des secteurs des cultures, de l'élevage et des pêches:

- a) Renforcement des capacités de promotion de la qualité des semences auprès des petits exploitants des pays d'Afrique australe, fourniture d'une assistance technique en matière de gestion des ressources phytogénétiques aux pays de la CEDEAO, de la CEMAC et de la CDAA, et harmonisation des réglementations relatives aux semences en vue d'en faciliter le commerce entre les pays.
- b) Les capacités opérationnelles des pays ont été renforcées grâce à un appui aux stratégies nationales en faveur des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RPGAA) dans la région de la CDAA⁷ pour une intensification durable des cultures et une prise en charge des incidences du changement climatique sur la production et la productivité. Des expérimentations sur le quinoa en tant que culture à envisager face au changement climatique ont été menées dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique de l'Est en partenariat avec les centres de recherche nationaux.
- c) Les activités de la FAO ont renforcé les capacités d'évaluation des stocks des instituts de recherche et de gestion des pêches de 12 pays africains⁸; de collecte, d'analyse et de diffusion des données halieutiques des pays membres⁹ de la Commission régionale des pêches du Golfe de Guinée en Afrique centrale; de pratique de l'aquaculture en tant qu'activité commerciale dans le cadre de l'Approche écosystémique dans 16 pays; de formation universitaire sur l'approche écosystémique des pêches dans 10 pays. La FAO a facilité la mise

⁷ Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Tanzanie et Zambie.

⁸ Angola, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Kenya, Madagascar, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Nigéria, Sénégal, et Namibie.

⁹ Angola, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe.

en place d'un dialogue ouvert à tous entre les acteurs du secteur des pêches en Angola, en Namibie et en Afrique du Sud visant à identifier les priorités en matière de réduction des risques et de changement climatique, avec la participation de la société civile. Elle a renforcé les capacités des instituts de recherche et de gestion des pêches et a participé au développement de l'aquaculture en faveur de l'emploi des jeunes dans de nombreux pays de la CEDEAO, de la CDAA, et de l'UMA.

23. À l'appui de la gouvernance et de la gestion durables des ressources naturelles:

- La FAO a mobilisé des ressources pour soutenir l'élaboration de stratégies et de plans nationaux¹⁰ et d'une stratégie régionale pour la mise en œuvre de l'Initiative de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel de l'UA.
- La FAO a renforcé l'aptitude des pays à appliquer la gestion forestière participative en facilitant la prise en main des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.
- La FAO a participé à l'élaboration d'un guide pratique pour la mise en œuvre de la rémunération des services environnementaux forestiers en Afrique subsaharienne, qui devrait favoriser la génération de revenus de substitution durables dans le secteur forestier, tout en améliorant la gestion durable des forêts.
- La FAO a aidé la CEDEAO à mettre en œuvre le Plan de convergence forestier pour la gestion et l'utilisation durables des écosystèmes forestiers en Afrique de l'Ouest.
- La FAO a contribué aux programmes nationaux de la Côte d'Ivoire et du Nigéria, et a mis en place une initiative de renforcement des capacités dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest dans le cadre du Programme REDD.
- L'assistance technique apportée par la FAO a permis d'élaborer des stratégies contre les ennemis des végétaux et pour la gestion des pesticides dans la CEDEAO et la CDAA, qui ont contribué à une meilleure surveillance des ravageurs et des pesticides. Treize pays d'Afrique de l'Ouest ont bénéficié d'une assistance technique pour le renforcement des capacités et ont rédigé des Plans d'action nationaux en vue de la mise en œuvre de la Convention de Rotterdam et notamment du partage des responsabilités en matière de gestion des pesticides.
- Grâce à l'appui de la FAO, le Forum des organismes de réglementation des pesticides de l'Afrique australe (SAPReF) a été officiellement instauré par la CDAA en tant que sous-comité du Comité technique de la CDAA pour la protection des végétaux chargé de la coordination des activités phytosanitaires dans la région, notamment pour la mise en œuvre des mesures SPS de l'OMC. À l'échelle régionale, la FAO a contribué à l'élaboration du plan de mise en œuvre de la stratégie UA-CPI qui a été approuvée en juin 2015, afin d'établir des Systèmes phytosanitaires efficaces en Afrique et de favoriser un commerce sain et dynamique.
- La FAO a renforcé les capacités de pays membres¹¹ en Afrique de l'Est, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest pour des options techniques, des pratiques et des stratégies harmonisées et plus efficaces en matière d'agriculture de conservation et d'agriculture intelligente face au climat dans le but de faciliter l'adoption de mesures d'adaptation au changement climatique pour une meilleure productivité et de veiller à la prise en compte des considérations climatiques dans les PNIA de six de ces pays¹². Avec l'aide de la FAO, une stratégie en faveur d'une gestion durable de la faune et du secteur de la viande de brousse a été élaborée dans la sous-région d'Afrique centrale.

¹⁰ Les pays participants sont l'Algérie, le Burkina Faso, l'Égypte, la Mauritanie, le Nigéria, la Gambie, le Sénégal, le Niger, le Tchad, l'Éthiopie, le Mali, Djibouti et le Soudan.

¹¹ Afrique du Sud, Botswana, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Ouganda, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe ainsi que les pays membres de la CEDEAO.

¹² Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, Sénégal, Swaziland, Togo, Zambie et Zimbabwe.

- Pour faire face au changement climatique, aux sécheresses et à la désertification, la FAO a participé à l'Initiative régionale pour l'évaluation de l'impact du changement climatique sur les ressources en eau et la vulnérabilité socioéconomique dans la région arabe (RICCAR) approuvée par la Ligue des États arabes.

C. Renforcer la résilience dans les zones arides en Afrique

24. Par l'intermédiaire de cette initiative régionale:

- La FAO a participé à la mise en œuvre d'importants processus stratégiques régionaux en lien avec la résilience, comme l'Alliance globale pour la résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest, ou le Dispositif régional pour la résistance à la sécheresse et la viabilité de l'IGAD dans la Corne de l'Afrique. Dix-huit pays ont réalisé leur consultation nationale et douze d'entre eux ont adopté leurs priorités nationales en matière de résilience. Des programmes d'investissement ont été élaborés et sont actuellement mis en œuvre dans quatre des pays de l'IGAD, grâce à l'appui des gouvernements qui ont investi d'importantes ressources et ont défini leurs priorités en matière de résilience dans les processus de planification et de budgétisation nationaux. Des instruments de gestion des crises alimentaires ont été élaborés au Sahel; des programmes et stratégies relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition ont été élaborés pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger en partenariat avec l'Autorité du Liptako-Gourma; et des options stratégiques pour la gestion des risques climatiques sont proposées en Afrique australe.
- La FAO a facilité l'apprentissage et les échanges en matière de résilience entre l'IGAD et les pays du Sahel.
- La FAO a favorisé la coordination en matière de résilience dans les pays et à l'échelle sous-régionale, en promouvant et en appuyant la collaboration transfrontalière et les actions régionales des gouvernements concernant les menaces communes comme les ravageurs et les maladies transfrontalières des plantes, le commerce et la gestion des ressources naturelles.
- La FAO a continué d'apporter un appui aux mécanismes d'alerte précoce et aux systèmes d'information à tous les niveaux. Au niveau régional, cela s'est traduit par une mobilisation opportune et une action immédiate en ce qui concerne El Niño en Afrique de l'Est et en Afrique australe. La FAO a accéléré la mise en œuvre du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et des outils d'analyse du Cadre harmonisé qui fournissent des données probantes aux décideurs quant à la sévérité et à l'ampleur de l'insécurité alimentaire. En 2015, plus de 30 pays d'Afrique ont réalisé des analyses au titre du Cadre harmonisé ou du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire avec l'aide de la FAO.
- Sur la base de l'approche des écoles pratiques d'agriculture et de la «Caisse de résilience» des associations villageoises d'épargne et de crédit, une approche novatrice sensible aux risques et aux possibilités et destinée aux femmes et aux groupements d'agriculteurs est mise en œuvre depuis 2014 dans plusieurs pays¹³ en Afrique centrale, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest. Elle facilite le renforcement des capacités pour la nutrition, la protection sociale, l'investissement et la prise de décisions.
- Les capacités ont été renforcées aux niveaux national et régional en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et d'analyse de la résilience, une place particulière étant faite au Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et à la Mesure et à l'analyse de l'indice de résilience – RIMA (principalement dans le cadre du Programme INFORMED de la FAO et de l'UE); d'élaboration et de formulation de stratégies de résilience sensibles à la nutrition et à la question des sexospécificités et fondées sur des données probantes, et d'élaboration des plans d'investissement connexes; et de lutte contre les principaux ravageurs et maladies transfrontalières des animaux et des plantes ainsi que contre les nouvelles menaces de pandémies d'origine animale.

¹³ République centrafricaine, Mali, Libéria, Malawi et Tchad; elle est mise en avant au Burundi, au Ghana, en Guinée-Bissau, au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal.

- La FAO a renforcé l'aptitude des pays d'Afrique australe à maîtriser les risques en matière de sécurité sanitaire des aliments et à mieux gérer les ravageurs et les maladies transfrontalières des animaux et des plantes, tout en établissant une base de données solide en faveur de l'élaboration d'un programme de lutte contre les mouches des fruits à l'échelle du continent. La surveillance de certains ravageurs et de certaines maladies spécifiques, comme la maladie de la nécrose létale du maïs, a été renforcée en Afrique de l'Est. Une approche régionale fondée sur les communautés destinée à prévoir l'apparition des chenilles processionnaires a été mise en œuvre dans les pays d'Afrique australe¹⁴. Un système de surveillance sous-régional du virus du syndrome des taches blanches touchant les crevettes a été établi dans trois pays¹⁵.
- Le sous-programme FAO/AIEA de lutte contre les insectes nuisibles a aidé les pays en mettant en place la lutte ou l'éradication à l'échelle d'une région des principaux insectes nuisibles pour les cultures ou les animaux en développant et en intégrant la Technique de l'insecte stérile à d'autres méthodes (voir le document ARC/16/INF/17). L'un des principaux résultats en Afrique est la réussite des campagnes d'éradication de *Glossina palpalis gambiensis* des Niayes au Sénégal.
- La FAO a joué un rôle de premier plan dans la coordination des parties prenantes et dans les réponses aux urgences de niveau 3 (République centrafricaine et Soudan du Sud) et aux autres crises majeures ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables, notamment dans le bassin du Lac Tchad (Cameroun, Tchad, Niger, Nigéria) et à propos de l'épidémie d'Ébola (Libéria, Sierra Leone, Guinée), en fournissant une assistance agricole d'urgence visant à atténuer les effets des crises tout en travaillant à établir une résilience durable des moyens d'existence touchés.
- Les partenariats stratégiques poursuivis à différents niveaux, notamment avec les organismes ayant leur siège à Rome (FAO, PAM, FIDA, etc.), ont fortement contribué à l'intensification de certains axes de travail sur la résilience dans les secteurs de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence, et ont permis d'obtenir un certain nombre de résultats.
- Un outil mondial a été élaboré pour améliorer les capacités d'analyse prospective et de renseignement sur la sécurité sanitaire des aliments; il comprend un manuel sur le renforcement des capacités d'alerte précoce qui met l'accent sur la collecte et l'utilisation des renseignements sur les filières alimentaires. Le nouvel instrument d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments de la FAO et de l'OMS a été expérimenté dans certains pays africains. La FAO a apporté un appui technique à l'UA-BIRA en matière d'alerte précoce dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments; elle a également contribué à renforcer les capacités de cinq pays d'Afrique de l'Est en matière de systèmes d'alerte rapide/précoce dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments.
- La FAO a contribué à améliorer les capacités de surveillance et d'alerte précoce des réseaux en matière de maladies animales à fort impact en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et en Afrique de l'Est. On peut citer en exemple le premier cas de rage diagnostiqué au Congo; l'établissement du Système de gestion des informations de laboratoire au Botswana et en Tanzanie; l'évaluation de 14 laboratoires vétérinaires nationaux à l'aide des outils de cartographie des laboratoires de la FAO; le renforcement des capacités d'évaluation des risques et de communication grâce à la fourniture d'informations et d'orientations aux pays à propos du virus H7N9; et la fourniture aux laboratoires régionaux de réactifs à des fins de diagnostic et de surveillance. D'importants résultats ont été obtenus en matière de promotion de la santé des animaux en Afrique, notamment l'élaboration de feuilles de route sous-régionales à l'appui de l'aide apportée aux pays en matière de lutte contre les maladies; l'aide apportée aux services vétérinaires nationaux en ce qui concerne la gestion et la surveillance des virus de la grippe aviaire hautement pathogène en Afrique de l'Ouest; la coordination et l'appui aux pays touchés par le virus Ébola (Libéria, Sierra Leone, Guinée)

¹⁴ Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, et Zimbabwe.

¹⁵ Madagascar, Mozambique, et Tanzanie.

afin d'atténuer les effets de la crise sur les moyens d'existence. La FAO a participé à l'organisation de la Conférence mondiale sur l'éradication de la peste des petits ruminants.

D. Enseignements tirés

25. Plusieurs enseignements peuvent être tirés des résultats et des expériences des activités de la FAO dans la région en 2014-2015:

- l'importance de la création de synergies entre les processus mondiaux et régionaux (ODD, Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, durabilité et transformation, CIN2, ONU durable, REACH, etc.);
- la nécessité d'une approche holistique des systèmes de production, axée sur les filières végétales et animales et intégrée aux autres systèmes si nécessaire, afin de traiter efficacement les lacunes de la production alimentaire sur le continent. Les questions transversales comme la parité hommes-femmes, le changement climatique et l'emploi doivent également être prises en compte tout au long des chaînes de valeur;
- le renforcement des capacités en matière de réduction des risques de catastrophe et de mesure et d'analyse de la vulnérabilité et de la résilience est essentiel pour favoriser les investissements dans la résilience ayant le plus d'incidence;
- l'importance des écoles pratiques d'agriculture pour élargir la diffusion des connaissances et des pratiques optimales en matière d'adaptation au changement climatique dans les systèmes de production agricole et faciliter le renforcement des capacités pour la nutrition, la protection sociale, l'investissement et la prise de décisions;
- le renforcement de la résilience des terres arides et des milieux fragiles en Afrique nécessite des partenariats stratégiques, l'engagement des pays et la consolidation d'une approche régionale pour traiter les questions transfrontalières, et une collaboration avec la Commission de l'UA et les principales entités sous-régionales (IGAD, CILSS, CDAA, CEDEAO, etc.) afin de renforcer leur rôle;
- la transparence des priorités régionales et la convergence de ces priorités avec celles des principales institutions régionales africaines comme l'UA et les CER a permis de concentrer les efforts et a facilité l'obtention de résultats et la mise en œuvre et le suivi des engagements de Malabo. Cela est étayé par la formulation, la mise en œuvre et l'amélioration des initiatives régionales;
- les CPP ont aidé la FAO à se concentrer sur l'appui à la mise en œuvre des priorités telles que définies et conduites par les gouvernements, ce qui a favorisé l'obtention de résultats;
- l'appui de la FAO à la décentralisation a contribué à améliorer l'efficacité et la complémentarité entre partenaires et parties prenantes, et le renforcement mutuel des capacités (entre organismes des Nations Unies, institutions africaines, partenaires de développement, etc.) à l'appui de la mise en œuvre;
- la FAO a participé à la mobilisation de ressources en faveur de la mise en œuvre des priorités régionales, mais il reste beaucoup à faire dans ce domaine compte tenu de l'ampleur de la tâche. Les efforts consentis pour promouvoir la coopération Sud-Sud doivent être encore renforcés.

III. Principaux domaines d'intervention en 2016-2017

26. S'appuyant sur les CPP¹⁶, les principaux objectifs de l'exercice biennal 2016-2017 liés aux produits des objectifs stratégiques¹⁷ ont été déterminés. Cet exercice de définition des objectifs a joué un rôle central dans l'identification des priorités de travail de la FAO à l'échelle régionale et nationale, tout comme les réalisations et les enseignements tirés des initiatives régionales.

27. Les domaines d'intervention prioritaires dépendent des stratégies et des plans de développement nationaux et traitent des questions ayant trait aux objectifs stratégiques de la FAO: sécurité alimentaire et nutritionnelle, productivité du secteur agricole, gestion des ressources naturelles, réduction de la pauvreté, accès aux marchés, gestion des risques de catastrophe et résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise. Lorsque les priorités sont alignées sur les autres programmes et processus stratégiques et intégrées aux programmes de travail des organismes des Nations Unies par l'intermédiaire du PNUAD, elles constituent une feuille de route favorable à des actions efficaces à l'échelle des pays.

28. Au cours de l'exercice biennal 2016-2017, l'accent sera mis sur l'amélioration de la mise en œuvre au niveau des pays et sur le renforcement de l'appui apporté par les bureaux décentralisés. La FAO va se concentrer sur les initiatives régionales et les priorités des pays par l'intermédiaire des CPP. Les résultats seront mesurés à l'aide des résultantes, des produits et des indicateurs par l'intermédiaire du cadre de suivi et d'établissement de rapports axé sur les résultats. Les initiatives régionales serviront de mécanismes d'exécution afin d'assurer le ciblage, la cohérence, la coordination et le suivi régulier, ainsi que l'appui à la mise en œuvre dans trois domaines d'intervention prioritaires clés.

Le Défi Faim zéro

29. Afin de réduire la vulnérabilité face aux menaces pesant sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la FAO va étendre et intensifier son appui au Défi Faim zéro à l'horizon 2025 en Afrique, dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo et sur la base des enseignements tirés au cours du dernier exercice biennal et des demandes d'assistance d'autres pays. Elle va conforter sa collaboration avec la CUA, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et les CER en vue de renforcer la résilience des moyens d'existence, en mettant l'accent sur la prévention et la réduction de la vulnérabilité et en continuant de protéger les moyens d'existence menacés et de faire face aux crises lorsqu'elles surviennent.

30. L'Initiative régionale Faim Zéro en Afrique à l'horizon 2025 va bénéficier d'un appui fourni par le programme commun UE-FAO «Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, durabilité et transformation». L'objectif de ce programme est de favoriser un environnement propice à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à une agriculture durable dans certains pays. Ce programme fournit des services d'aide aux politiques et de renforcement des capacités et contribue à une meilleure efficacité des programmes et des politiques ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et au développement de l'agriculture durable. En Afrique, les pays prioritaires en matière de mise en œuvre sont les suivants: Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Djibouti, Kenya, Mali, Malawi, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda, Swaziland, Tchad et Zimbabwe.

Intensification durable de la production agricole et valorisation des filières en Afrique

31. Pour accroître la productivité et faciliter l'accès aux marchés dans les systèmes agroalimentaires, la FAO va continuer à aider les pays à améliorer leur productivité, en se concentrant sur le renforcement des chaînes de valeur des produits stratégiques (maïs, riz, manioc, élevage et

¹⁶ En décembre 2015, 43 des 47 pays avaient adopté un CPP. Les quatre pays restants ne disposaient que de documents préliminaires, utilisés comme documents de travail.

¹⁷ CL 153/3 Annexe web 6.

aquaculture et ressources naturelles), tout en intégrant les questions ayant trait à la parité, aux jeunes et au changement climatique.

32. S'appuyant sur l'expérience de 2014-2015, l'initiative sur la Gestion intégrée des paysages agricoles a été réorientée pour mettre l'accent sur l'intensification durable de la production agricole la valorisation des filières en Afrique. Cette initiative va, par l'intermédiaire d'une approche multisectorielle, œuvrer à l'intensification intégrée de la production afin d'accroître la production de manière durable tout en favorisant des pratiques — efficaces et où chacun ait sa place — d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Une attention particulière sera accordée à la parité hommes-femmes et aux jeunes. La FAO se concentrera tout particulièrement sur l'intensification durable des cultures de manioc, de maïs et de riz et prendra en considération l'intensification des systèmes intégrés d'élevage et d'aquaculture. Une approche par chaîne de valeur sera adoptée pour chaque système de production. Les partenariats avec les instituts de recherche, les services gouvernementaux, les ONG et les OSC seront renforcés afin de promouvoir une intensification durable et intégrée de la production dans les chaînes de valeur sélectionnées.

Renforcer la résilience dans les zones arides en Afrique

33. Dans le cadre de la déclaration de Malabo, la FAO aidera davantage les pays et les institutions régionales africaines à renforcer la résilience des moyens de subsistance en mettant l'accent sur la prévention et la réduction de la vulnérabilité autour de quatre axes principaux:

- Élaboration et mise en œuvre des politiques en matière de résilience par la fourniture d'un appui à l'élaboration de profils de risque des pays, de stratégies de résilience et de plans d'investissement qui y sont liés. L'assistance technique apportée pour la mise en œuvre des priorités en matière de résilience et des plans d'investissement des pays et des institutions régionales africaines dans le cadre de l'AGIR et du Dispositif régional pour la résistance à la sécheresse et la viabilité sera maintenue, tout comme l'appui à la mobilisation de ressources.
- Analyse de la vulnérabilité et mesure de la résilience grâce à la cartographie et à l'analyse de la vulnérabilité par l'intermédiaire du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et du Cadre harmonisé, des évaluations conjointes, des évaluations des risques transfrontaliers et du déploiement du modèle de mesure et d'analyse de l'indice de résilience en collaboration étroite avec les institutions régionales africaines.
- Réduction de la vulnérabilité au niveau des collectivités et des ménages par l'intermédiaire des «Caisses de résilience» au niveau des collectivités et renforcement du lien entre la protection sociale, la nutrition et la résilience.
- Préparation, coordination et intervention face aux crises grâce à l'amélioration ultérieure de l'adaptation des pays à préparer, coordonner et gérer des interventions efficaces face aux catastrophes et aux crises touchant les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables.

34. La FAO continuera de soutenir l'apprentissage et l'enrichissement mutuel entre pays par l'intermédiaire de la coopération Sud-Sud et de travailler avec la Commission de l'UA et les principales entités sous-régionales (IGAD, CILSS, CDAA, CEDEAO, UEMOA, etc.) afin de conforter leur rôle dans le renforcement de la résilience des terres arides et de les aider à respecter leurs engagements au titre des ODD et de la Déclaration de Malabo. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 et le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées du CSA, tous deux adoptés en 2015, serviront, le cas échéant, de cadres d'orientation globaux pour les efforts en matière de renforcement de la résilience.

IV. Priorités concernant les activités futures de l'Organisation

35. Pour intégrer efficacement les spécificités régionales dans l'examen du Cadre stratégique et la préparation du PMT 2018-2021, un examen stratégique régional a été effectué dans chaque région afin d'y identifier les problèmes spécifiques et les domaines prioritaires d'action de la FAO à l'avenir.

36. Chaque Bureau régional a entrepris en interne un exercice de réflexion stratégique avec la participation d'experts de haut niveau et de membres du personnel de la FAO dans la région. Il en est résulté un Document sur l'Examen stratégique régional (voir l'annexe web), qui donne un aperçu des principaux enjeux régionaux et des manifestations régionales des enjeux mondiaux qui pourraient influencer sur les activités de l'Organisation dans la région dans l'optique d'un horizon de 10 à 15 ans.

Les tendances et enjeux majeurs et leurs incidences sur les activités de la FAO dans la région Afrique sont examinés plus en détail dans le document «Tendances et enjeux dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture pour une action régionale et nationale dans le cadre des ODD» (ARC/16/3). Le document ARC/16/INF/14 présente les «Objectifs de développement durable et les objectifs stratégiques de la FAO: résultats attendus dans la région Afrique».

Figure 1. Principaux éléments du cadre de résultats de la FAO**Vision de la FAO**

Un monde libéré de la faim et de la malnutrition, dans lequel l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer le niveau de vie de tous, en particulier des plus pauvres, d'une façon durable sur les plans économique, social et environnemental.

Les trois **objectifs mondiaux des Membres**:

- 1) éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition et bâtir progressivement un monde offrant à tous la possibilité de disposer à tout moment d'une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires et de mener ainsi une vie saine et active;
- 2) éliminer la pauvreté et favoriser le progrès social et économique pour tous en augmentant la production alimentaire, en favorisant le développement rural et en promouvant des moyens d'existence durables;
- 3) gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles, y compris la terre, l'eau, l'air, le climat et les ressources génétiques, pour le bien des générations présentes et futures.

Objectifs stratégiques

1. Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
2. Intensifier et améliorer de manière durable l'apport de biens et de services issus de l'agriculture, de la foresterie et des pêches.
3. Réduire la pauvreté rurale.
4. Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires sans laissés pour compte et plus efficaces.
5. Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise.

Objectif supplémentaire

6. Qualité, connaissances et services techniques

Thèmes transversaux

Parité hommes-femmes
Gouvernance
Nutrition
Changement climatique

Fonctions essentielles

1. Apporter un appui, notamment aux pays, pour l'élaboration et la mise en œuvre d'instruments normatifs, tels qu'accords internationaux, codes de conduite et normes techniques
2. Rassembler, analyser et contrôler les données et l'information dans les domaines relevant du mandat de la FAO et en améliorer l'accès
3. Favoriser, promouvoir et faciliter le dialogue sur les politiques aux niveaux mondial et régional et au niveau des pays
4. Apporter conseils et appui en vue du renforcement des capacités au niveau des pays et à l'échelon régional pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, des investissements et des programmes fondés sur des données factuelles
5. Donner des avis et fournir un appui concernant les activités qui permettent de rassembler et de diffuser les connaissances, les technologies et les bonnes pratiques relevant du mandat de la FAO et d'en améliorer l'assimilation
6. Faciliter la création de partenariats entre les gouvernements, les partenaires de développement, la société civile et le secteur privé, en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'agriculture et du développement rural

7. Mener des actions de sensibilisation et de communication aux niveaux national, régional et mondial dans les domaines relevant du mandat de la FAO

Objectifs fonctionnels

Activités de diffusion

Technologies de l'information

Gouvernance, contrôle et direction de la FAO

Administration efficiente et efficace